



AIDE AUX
VICTIMES
D'INFRACTIONS

HILFE AN
OPFER VON
STRAFTATEN



- Vous avez été victime ou vos proches ont été victimes d'une infraction, telle qu'une agression, un brigandage, un viol, un abus sexuel, de la violence domestique, des menaces, un accident de la circulation... ?
- Vous avez subi une atteinte directe à votre intégrité corporelle, sexuelle, psychique suite à cette infraction ?
- Vous avez subi un préjudice découlant directement de l'infraction ?
- Vous ressentez aujourd'hui encore les effets d'un traumatisme ancien ?
- Vous vivez dans la crainte que de tels événements se reproduisent ?
- Vous cherchez des conseils et de l'aide d'un professionnel en qui vous pouvez avoir confiance ?

Les centres de consultation LAVI vous informent et vous soutiennent pour vous aider à faire face aux conséquences de l'infraction. Les entretiens sont confidentiels et gratuits, l'anonymat est garanti.

Vous y trouvez :

- une écoute, un soutien, des conseils ;
- des informations sur vos droits selon la LAVI ;
- un accompagnement pour les démarches juridiques et administratives que vous pourriez entreprendre ;
- une aide matérielle en cas de nécessité ;
- une orientation vers des partenaires spécialisés (*médecins, psychologues, avocats, lieux d'hébergement d'urgence, etc.*).

- Sind Sie oder Ihre nahen Angehörigen Opfer einer Straftat geworden, zum Beispiel durch Körperverletzung, Raub, Vergewaltigung, sexuelle Nötigung und Ausbeutung, Häusliche Gewalt, Drohungen, Verkehrsunfall...?
- Sind Sie dadurch in Ihrer körperlichen, sexuellen oder psychischen Integrität beeinträchtigt?
- Haben Sie dadurch Schaden erlitten?
- Leiden Sie heute noch unter den Folgen einer früheren Straftat?
- Leben Sie in der Angst, dass sich solche Ereignisse wiederholen könnten?
- Suchen Sie Rat bei einer Fachperson, die Ihr Anliegen vertraulich behandelt?

Die Opferhilfe-Beratungsstelle informiert und unterstützt Sie bei der Verarbeitung der Folgen der Straftat. Die Beratung ist streng vertraulich, die Anonymität wird gewährleistet und die Gespräche sind kostenlos.

Sie erhalten dort:

- Begleitung, Unterstützung und Beratung;
- Informationen bezüglich Ihrer Rechte gemäss Opferhilfegesetz;
- Begleitung beim weiteren Vorgehen und bei juristischen Schritten;
- Abklärung von Leistungsansprüchen;
- Vermittlung von Fachpersonen aus dem juristischen, psychotherapeutischen und medizinischen Bereich und von Notunterkünften.

La loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI)

La LAVI est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1993. Elle a subi plusieurs modifications et certains aspects ont été repris dans le Code de procédure pénale suisse (CPP) du 5 octobre 2007, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

Est une victime au sens de la LAVI et au sens du CPP, toute personne qui, du fait d'une infraction pénale, a subi une atteinte directe à son intégrité physique, sexuelle ou psychique. Il peut s'agir par exemple d'un homicide, de lésions corporelles, d'un brigandage, d'un viol, de contrainte ou d'exploitation sexuelle, d'actes d'ordre sexuel avec des enfants, de menaces, de séquestration, d'enlèvement, d'un accident de la circulation...

Il n'est pas nécessaire que l'auteur de l'infraction soit découvert ou que son comportement soit fautif. La notion de victime s'entend aussi indépendamment du dépôt d'une plainte pénale.

La LAVI et le CPP garantissent des droits particuliers aux victimes d'infractions et à leurs proches (*conjoint, enfants, parents, ou d'autres personnes assimilées*):

- toute victime peut demander conseil et assistance auprès d'un centre de consultation LAVI, dans n'importe quel canton suisse ;
- dans le cadre d'une procédure pénale, la victime bénéficie de certains droits spécifiques ;
- elle peut également faire valoir, dans le canton où l'infraction a été commise, la réparation du préjudice subi résultant de l'infraction (*dommage matériel et/ou tort moral*).

Das Bundesgesetz über die Hilfe an Opfer von Straftaten (OHG)

Das OHG ist am 1. Januar 1993 in Kraft getreten. Es hat mehrere Änderungen erfahren. Seit dem 1. Januar 2011 sind die Bestimmungen über den Schutz und die besonderen Rechte des Opfers im Strafverfahren in der Schweizerischen Strafprozessordnung (*StPO*) integriert.

Opfer im Sinne des OHG ist jede Person, die aufgrund einer Straftat in ihrer körperlichen, sexuellen oder psychischen Integrität unmittelbar beeinträchtigt worden ist. Dabei kann es sich um Tötung, Körperverletzung, Raub, Vergewaltigung, sexuelle Nötigung und Ausbeutung, sexuelle Handlungen mit Kindern, Drohungen, Freiheitsberaubung, Entführung und Verkehrsunfall handeln.

Es ist nicht erforderlich, dass der Urheber der Straftat ermittelt worden ist, sich schuldhaft verhalten, vorsätzlich oder fahrlässig gehandelt hat. Der Anspruch auf Opferhilfe besteht unabhängig davon, ob ein Strafverfahren durchgeführt wird.

Den Opfern von Straftaten und ihren nahen Angehörigen (*Ehegatte, Kinder, Eltern und weitere Personen, die ihnen gleichgestellt sind*) stehen besondere Rechte zu:

- jedes Opfer kann an eine Opferhilfe-Beratungsstelle seiner Wahl gelangen, sei dies in seinem Wohnkanton oder in einem anderen Kanton;
- im Rahmen des Strafverfahrens stehen dem Opfer besondere Rechte zu;
- das Opfer kann in dem Kanton, in welchem die Straftat begangen wurde, Entschädigung und Genugtuung geltend machen.

Les Centres d'aide aux victimes d'infraction (LAVI)

Les centres de consultation LAVI conseillent et soutiennent la victime et ses proches (*conjoint, enfants, père et mère ou d'autres personnes assimilées*).

Ils fournissent immédiatement une aide pour faire valoir leurs droits et répondre aux besoins les plus urgents découlant de l'infraction.

La victime et ses proches peuvent s'adresser à un centre de consultation quelle que soit la date à laquelle l'infraction a été commise.

Aide fournie par les Centres :

- la possibilité de s'exprimer en toute confiance. Le personnel des Centres LAVI a l'obligation de garder le secret ;
- de l'information et des conseils spécialisés en matière juridique, psychologique, sociale et matérielle ;
- un soutien, notamment dans la prise de décision quant aux démarches qui peuvent être mises en œuvre en matières médicale, juridique, psychologique, sociale et matérielle ;
- un accompagnement dans la procédure pénale, notamment lors du dépôt de la plainte, de l'audition par la police, de la consultation chez un avocat, des séances auprès du ministère public, de la comparution devant un tribunal ;
- en cas de besoin, une orientation vers des partenaires spécialisés (*médecins, avocats, psychologues...*);

Aide financière :

- une aide immédiate gratuite pour une première consultation juridique, une aide médicale et psychologique, un hébergement d'urgence, des frais de transport, de sécurité ou une aide financière ;
- la prise en charge des frais liés à des prestations à plus long terme fournies par des tiers (*médecin, avocat, psychologue*). Cette prise en charge dépend de la nécessité de la mesure et de la capacité financière de la victime ;
- un appui pour les demandes d'indemnisation et de réparation morale.

Les prestations des centres de consultation LAVI sont gratuites et fournies indépendamment du dépôt d'une plainte pénale, mais le financement de ces prestations est subsidiaire à celui assuré par des tiers (*auteur de l'infraction, assurances sociales, assurances privées...*).

Die Opferhilfe-Beratungsstellen

Die Beratungsstellen beraten das Opfer und seine Angehörigen (*Ehegatte/Ehegattin, Kinder, Eltern...*) und unterstützen sie bei der Wahrnehmung ihrer Rechte. Die Beratungsstellen leisten dem Opfer und seinen Angehörigen sofort Hilfe für die dringendsten Bedürfnisse, die als Folge der Straftat entstehen.

Die Leistungen der Beratungsstellen können unabhängig vom Zeitpunkt der Begehung der Straftat in Anspruch genommen werden.

Opferhilfeberatung :

- Kostenlose Begleitung durch qualifizierte Mitarbeiter/innen, die der Schweigepflicht unterstellt sind ;
- Information und Beratung in juristischen, psychologischen, sozialen und materiellen Belangen ;
- Planung weiterer Massnahmen, wie juristische, medizinische, psychologische, soziale und materielle Hilfe ;
- Begleitung im Strafverfahren, bei der Erstattung der Strafanzeige, der Einvernahme durch die Polizei, der Konsultation eines Anwalts, Terminen bei der Staatsanwaltschaft, der Gerichtsverhandlung ;
- Bei Bedarf Vermittlung von entsprechenden Fachpersonen (*Ärzte, Rechtsanwälte, Psychologen*).

Finanzielle Unterstützung :

- Unentgeltliche Soforthilfe für eine juristische Erstberatung, psychologische und medizinische Hilfe, Notunterkunft, Transport, Sicherungskosten und finanzielle Überbrückungshilfe ;
- Längerfristige Hilfe für weiterführende Massnahmen, die von Drittpersonen erbracht werden (*Ärzte, Rechtsanwälte, Psychologen*). Die Übernahme der Kosten richtet sich nach der Notwendigkeit der Massnahmen und den finanziellen Verhältnissen des Opfers ;
- Klären des Anspruches auf Entschädigung und Genugtuung.

Die Leistungen der Opferhilfe- Beratungsstellen sind kostenlos und unabhängig von der Einleitung eines Strafverfahrens. Die finanziellen Leistungen werden nur erbracht, wenn kein anderer Kostenträger (*z.B. der Täter / die Täterin, Sozial- oder Privatversicherungen*) dafür aufkommt.

Le droit pénal distingue deux catégories d'infractions :

- **les infractions poursuivies d'office :** la victime ou des tiers peuvent signaler à la police ou à la justice (*autorités pénales*) les infractions poursuivies d'office. Les autorités pénales ont l'obligation d'engager une procédure qui ne peut pas être interrompue par la victime ou des tiers.
Les infractions poursuivies d'office sont par exemple les actes d'ordre sexuel avec des enfants, le viol, les lésions corporelles graves, certaines infractions commises dans le cadre d'une relation de couple...
- **les infractions poursuivies sur plainte :** la victime doit déposer plainte dans un délai de trois mois, auprès de la police cantonale ou du ministère public, si elle souhaite actionner une procédure pénale. Le délai court dès le jour où la victime a connu l'auteur de l'infraction. Le retrait de la plainte est possible jusqu'au moment du jugement rendu par l'autorité pénale.
Les infractions poursuivies sur plainte sont par exemple les voies de fait, certaines lésions corporelles simples, le harcèlement sexuel...

Le droit pénal définit :

- **les lésés :** toute personne dont les droits ont été touchés directement par une infraction (*art. 115 CCP*);
- **les victimes :** toute personne lésée qui, du fait d'une infraction, a subi une atteinte directe à son intégrité physique, psychique ou sexuelle (*art. 116 CCP*).

Tant les personnes lésées que les victimes peuvent, si elles le souhaitent, se constituer partie plaignante, ce qui leur donne le statut de partie à part entière dans la procédure pénale. Ainsi, elles peuvent intervenir comme demandeuses sur le plan pénal (*qui vise la condamnation de l'auteur des actes*) et/ou sur le plan civil (*en vue de l'obtention d'une indemnité de dommages-intérêts et/ou réparation du tort moral subi*). Il est possible de se constituer partie plaignante, par écrit, avant la clôture de la procédure préliminaire (*investigations policières et instruction par le ministère public*).

Les prétentions civiles doivent être chiffrées et motivées par des moyens de preuve le plus tôt possible, mais au plus tard au moment des débats.

Le statut de victime confère des droits particuliers en plus de ceux des personnes lésées.

Das Strafrecht unterscheidet zwei Kategorien von Straftaten :

- **Offizialdelikt (von Amtes wegen verfolgte Straftaten)**

Bei einem Offizialdelikt ist die Justiz und Polizei verpflichtet, ein Verfahren einzuleiten, sobald sie von einem Delikt erfährt. Die Betroffenen sowie Drittpersonen können Anzeige erstatten. Weil die Verpflichtung besteht, von Amtes wegen ein Verfahren einzuleiten, kann eine solche Anzeige auch nicht zurückgezogen werden. Offizialdelikte sind z.B. sexuelle Handlungen mit Kindern, Vergewaltigung, schwere Körperverletzungen, physische und sexuelle Gewalt sowie wiederholte Drohung in Ehe und Partnerschaft...

- **Antragsdelikt (auf Klage hin verfolgte Straftaten)**

Ein Antragsdelikt wird von der Justiz nur dann verfolgt, wenn die betroffene Person bei der Polizei oder bei der Staatsanwaltschaft innert 3 Monaten eine Anzeige macht. Die Frist beginnt mit dem Tag, an welchem der Täter der antragsberechtigten Person bekannt ist. Ein Rückzug der Anzeige ist bis zur Hauptverhandlung möglich. Antragsdelikte sind z.B. Tötlichkeiten, leichte Körperverletzungen, sexuelle Belästigung.

Das Strafrecht umschreibt:

- **Geschädigte Person:** als geschädigte Person gilt die Person, die durch die Straftat in ihren Rechten unmittelbar verletzt worden ist (*Art. 115 StPO*);
- **Opfer:** als Opfer gilt die Person, die durch die Straftat in ihrer körperlichen, sexuellen oder psychischen Integrität unmittelbar beeinträchtigt worden ist (*Art. 116 StPO*).

Um sich aktiv am Strafverfahren zu beteiligen, muss sich die geschädigte Person wie auch das Opfer als Privatklägerschaft konstituieren. Eine entsprechende Erklärung ist gegenüber der Strafverfolgungsbehörde bis spätestens zum Abschluss des Vorverfahrens, d.h. bis zur Anklageerhebung, abzugeben. Der/die Antragsteller/in kann sich im Rahmen der Privatklägerschaft als Strafk Kläger/in, Zivilkläger/in oder als beides konstituieren. Mit der Strafklage wird die Verfolgung und Bestrafung der für die Straftat verantwortlichen Person verlangt. Mit der Zivilklage macht das Opfer privatrechtliche Ansprüche geltend, die aus der Straftat abgeleitet werden (*Schadenersatz und/oder Genugtuung*).

Die geltend gemachten Zivilansprüche sind zu beziffern und unter Angaben der Beweismittel schriftlich zu begründen. Die Forderungen sind spätestens bis zum Beginn der Verhandlungen einzureichen.

Im Vergleich zu den geschädigten Personen haben Opfer zusätzliche Rechte im Strafverfahren.

Les droits des victimes

Dans le cadre d'une procédure pénale, des droits spécifiques sont prévus pour les victimes, les victimes d'infraction à l'intégrité sexuelle et les enfants, ainsi que pour les proches qui font valoir des prétentions civiles.

Les victimes peuvent :

- être informées de manière détaillée sur leurs droits et devoirs ;
- demander de faire restreindre partiellement la publicité de l'audience ou faire ordonner le huis clos au tribunal ;
- voir assurer leur anonymat en dehors d'une audience du tribunal ;
- se faire accompagner au tribunal par trois personnes de confiance en cas de huis clos ;
- se faire accompagner par une personne de confiance en plus de l'avocat dans tous les actes de procédure (*à la police, au tribunal, au moment du jugement*) ;
- demander à ne pas être confrontées au prévenu ;
- être informées de la mise en détention provisoire ou en détention pour des motifs de sûreté du prévenu, de sa libération ou de son évasion ;
- être informées du début et des modalités d'exécution de la peine ;
- recevoir certains actes de procédure.

Les victimes d'infraction contre l'intégrité sexuelle peuvent :

- refuser de répondre aux questions qui ont trait à leur sphère intime ;
- exiger d'être entendues par une personne du même sexe lors de l'audition de police ;
- refuser d'être confrontées au prévenu sauf si son droit d'être entendu ne peut être garanti autrement ;
- exiger que le tribunal comprenne au moins une personne du même sexe qu'elles ;
- demander que leur audition soit traduite par une personne du même sexe qu'elles, pour autant que la procédure n'en soit pas dûment retardée.

Les victimes mineures ont des droits particuliers, notamment :

On entend par enfant la victime qui est âgée de moins de 18 ans au moment de l'audition ou de la confrontation.

- ne pas être confrontées au prévenu, sauf si l'enfant le demande expressément ;
- ne pas être soumises à plus de deux auditions ;
- être entendues par des enquêteurs-trices formé-e-s, en présence d'un-e spécialiste, dans un endroit sécurisant ; afin de permettre à l'enfant une fluidité de sa parole, les auditions sont enregistrées sur un support préservant le son et l'image.

Die Rechte der Opfer

Wird ein Strafverfahren durchgeführt, so haben Opfer und ihre nahen Angehörigen bestimmte Rechte. Opfern von Sexualdelikten und Kindern stehen zusätzliche Schutzrechte zu.

Dem Opfer stehen besondere Rechte zu, namentlich:

- der Anspruch auf eine umfassende Information über die Rechte und Pflichten im Strafverfahren;
- der Anspruch bei der Gerichtsverhandlung den Ausschluss der Öffentlichkeit zu verlangen;
- das Recht, sich bei Ausschluss der Öffentlichkeit von drei Vertrauenspersonen begleiten zu lassen;
- das Verbot der Veröffentlichung der Identität des Opfers ausserhalb des Verfahrens;
- die Möglichkeit, sich bei allen Verfahrensverhandlungen, namentlich bei Einvernahmen durch die Polizei, Staatsanwaltschaft oder das Gericht, von einer Vertrauensperson begleiten zu lassen;
- das Recht auf Vermeidung der Gegenüberstellung mit der beschuldigten Person, wenn das Opfer dies wünscht;
- das Recht auf Mitteilung von Entscheiden über die Anordnung und die Aufhebung der Untersuchungs- und/oder Sicherheitshaft sowie das Recht auf Information über eine Flucht der beschuldigten Person;
- das Recht auf Mitteilung über den Beginn und den Verlauf des Strafvollzugs;
- das Recht auf Einsicht in sämtliche Verfahrensunterlagen;

Zu den Schutzrechten von Opfern gegen die sexuelle Integrität gehören:

- das Recht, die Antwort auf Fragen zur Intimsphäre zu verweigern;
- das Recht, von einer Person gleichen Geschlechts einvernommen zu werden;
- das Recht, dass keine Gegenüberstellung mit der beschuldigten Person gegen den Willen des Opfers angeordnet werden kann, ausser wenn der Anspruch der beschuldigten Person auf rechtliches Gehör nicht auf andere Weise gewährleistet werden kann;
- das Recht, dass dem Gericht wenigstens eine Person des gleichen Geschlechts angehört;
- das Recht, dass für die Übersetzung der Befragung eine Person gleichen Geschlechts beigezogen wird, wenn das Opfer das verlangt und dies ohne Verzögerung des Verfahrens möglich ist.

Zu den Schutzrechten von Kindern gehören:

Als Kind gilt das Opfer, das zum Zeitpunkt der Einvernahme oder Gegenüberstellung weniger als 18 Jahre alt ist.

- eine Gegenüberstellung mit der beschuldigten Person muss grundsätzlich vermieden werden, außer das Kind verlangt eine solche ausdrücklich;
- während der ganzen Dauer des Strafverfahrens dürfen in der Regel nur zwei Einvernahmen durchgeführt werden;
- Einvernahmen werden im Beisein einer Spezialistin/eines Spezialisten von einer/einem zu diesem Zweck ausgebildeten Ermittlungsbeamtin/Ermittlungsbeamten durchgeführt und, sofern keine Gegenüberstellung stattfindet, auf Video aufgenommen.

L'indemnisation et réparation morale

La LAVI prévoit que les victimes ont droit à une indemnisation et/ou à une réparation morale, pour autant qu'elles ne puissent pas en obtenir, ou seulement partiellement, de l'auteur de l'infraction et/ou d'un tiers (*assurances privées, assurances sociales...*). La requête doit être introduite dans le canton où l'infraction a été commise.

Pour les infractions commises en Suisse dès le 1^{er} janvier 2007, la victime doit agir dans un délai de cinq ans à compter de la date de l'infraction. Lorsqu'un enfant de moins de 16 ans est victime d'une infraction grave, le délai court jusqu'au jour de ses 25 ans.

Pour les infractions commises entre le 1^{er} janvier 1993 et le 31 décembre 2006, le délai pour introduire une demande d'indemnisation et/ou de réparation morale était soumis à l'ancien droit LAVI et était généralement de deux ans.

Indemnisation

La victime a droit à une indemnité pour le dommage subi du fait de l'infraction. L'indemnisation peut être intégrale ou dégressive en fonction des revenus de la victime.

Il s'agit principalement de la perte de gain, de la perte de soutien, du dommage ménager et des frais d'obsèques. Les dommages matériels ne sont pas indemnisés.

L'indemnité ne peut dépasser 120'000 francs. Aucune indemnité n'est versée si le montant est inférieur à 500 francs.

Une demande de provision sur l'indemnisation peut être demandée, pour autant que la victime ait besoin d'une aide pécuniaire d'urgence et que les conséquences de l'infraction ne puissent être déterminées avec certitude.

Réparation morale

La victime peut introduire une demande de réparation morale, indépendamment de son revenu, lorsqu'elle a subi une atteinte grave à son intégrité physique, sexuelle ou psychique. Le montant de la réparation morale est fixé en fonction de la gravité de l'atteinte. Le montant ne peut excéder 70'000 francs lorsque la demande provient de la victime et 35'000 francs lorsqu'elle provient d'un-e proche.

Les demandes d'indemnisation et de réparation morale doivent être adressées au **Département de la sécurité, des institutions et du sport (DSIS) - Service juridique de la sécurité et de la justice (SJSJ) - Avenue de la Gare 39 - 1950 Sion.**

Entschädigung und Genugtuung

Gestützt auf das Opferhilfegesetz haben die Opfer unter bestimmten Voraussetzungen Anspruch auf finanzielle Hilfe, Entschädigung und Genugtuung. Diese finanziellen Leistungen können nur erbracht werden, wenn kein anderer Kostenträger (beschuldigte Person, Privatversicherungen, Sozialversicherung) nicht oder nur teilweise dafür aufkommt. Das Gesuch muss in jenem Kanton eingereicht werden, in welchem die Straftat begangen worden ist.

Gesuche um Entschädigung und Genugtuung müssen innert fünf Jahren nach der Straftat eingereicht werden. Diese Frist gilt für Straftaten ab dem 1. Januar 2007. Für Opfer, die zum Strafzeitpunkt jünger als 16 Jahre alt waren, läuft die Frist bis zu ihrem vollendeten 25. Lebensjahr.

Wurde die Straftat vor dem 1. Januar 2007 verübt, gilt nach altem Opferhilfegesetz vom 1. Januar 1993 eine Verwirkungsfrist von zwei Jahren.

Entschädigung

Das Opfer hat Anspruch auf eine Entschädigung für den durch die Straftat erlittenen Schaden. Die Entschädigung kann den Schaden ganz oder anteilmässig decken, je nach Einkommenssituation des Opfers.

Es geht in erster Linie um Schadenspositionen wie Erwerbsausfall, Ausfall von regelmässigen Unterhaltsleistungen, Haushaltsschaden und Bestattungskosten. Nicht entschädigt werden Sachschäden.

Die Entschädigung beträgt maximal 120'000 Franken. Keine Entschädigung wird ausgerichtet bei einem Schaden unter 500 Franken.

Ein Antrag auf einen Vorschuss auf die Entschädigung kann eingereicht werden, sofern das Opfer sofortige finanzielle Hilfe benötigt und die Folgen der Straftat nicht mit hinreichender Sicherheit festgestellt werden können.

Genugtuung

Das Opfer kann unabhängig seines Einkommens ein Gesuch um Genugtuung einreichen, wenn es eine schwere Beeinträchtigung in seiner physischen, sexuellen oder psychischen Integrität erlitten hat. Die Genugtuung ist eine Art Schmerzensgeld und wird nach der Schwere der Beeinträchtigung bemessen. Sie beträgt höchstens 70'000 Franken für das Opfer und 35'000 Franken für Angehörige. **Die Gesuche für Entschädigung und Genugtuung müssen an das Departement für Sicherheit, Institutionen und Sport (DSIS), Rechtsdienst für Sicherheit und Justiz (RDSJ), Avenue de la Gare 39, 1950 Sitten, gestellt werden.**

Vous êtes victime d'une infraction, que faire ?

- rendez-vous dans un endroit sûr ;
- sauvegardez, si possible, les preuves de l'infraction ;
- appelez un numéro d'urgence :
 - 117** : police
 - 144** : urgences médicales
- rendez-vous chez votre médecin de confiance ou à l'hôpital le plus proche pour bénéficier de soins et obtenir un constat médical ;
- prenez contact avec un centre de consultation LAVI ou demandez à une personne de confiance de contacter pour vous le centre de consultation LAVI.



Sie sind Opfer einer Straftat; was können Sie tun ?

- begeben Sie sich an einen sicheren Ort ;
- sichern Sie wenn möglich die Beweise der Straftat ;
- fordern Sie über eine Notfallnummer Hilfe an :
 - 117** : Polizei
 - 144** : medizinische Notfälle
- begeben Sie sich zu Ihrem Vertrauensarzt oder ins nächste Spital, um medizinisch versorgt zu werden und medizinische Befunde zu dokumentieren ;
- wenden Sie sich an die Opferhilfeberatung oder bitten Sie eine Vertrauensperson die Opferhilfeberatung für Sie zu kontaktieren.





Valais romand / Mittel- Unterwallis

Centre de consultation LAVI

Tél. 027 607 31 00

Av. Pratifori 27 – 1950 Sion

Haut-Valais / Oberwallis

Opferhilfeberatung Oberwallis

Tel. 027 946 85 32

Postfach 686 – 3900 Brig

opferhilfeberatung@oberwallis.ch

